

EUROPÉENNES 2009

**PARTOUT EN EUROPE
PAS QUESTION DE PAYER
LEUR CRISE**



Les élections du 7 juin prochain sont l'occasion d'offrir une autre perspective à gauche en Europe.
L'EUROPE QUE NOUS VOULONS
PAGES 6 & 7

M 04249 - 6 - F: 1,20 €



Tchernobyl a fait près de 200 000 victimes. 23 ans après, une catastrophe nucléaire de ce type est toujours possible.
PARLONS-EN PAGE 10



Electriciens et gaziers sont à l'offensive. Ils multiplient les actions pour obtenir une hausse de leurs salaires.
ACTU PAGE 4

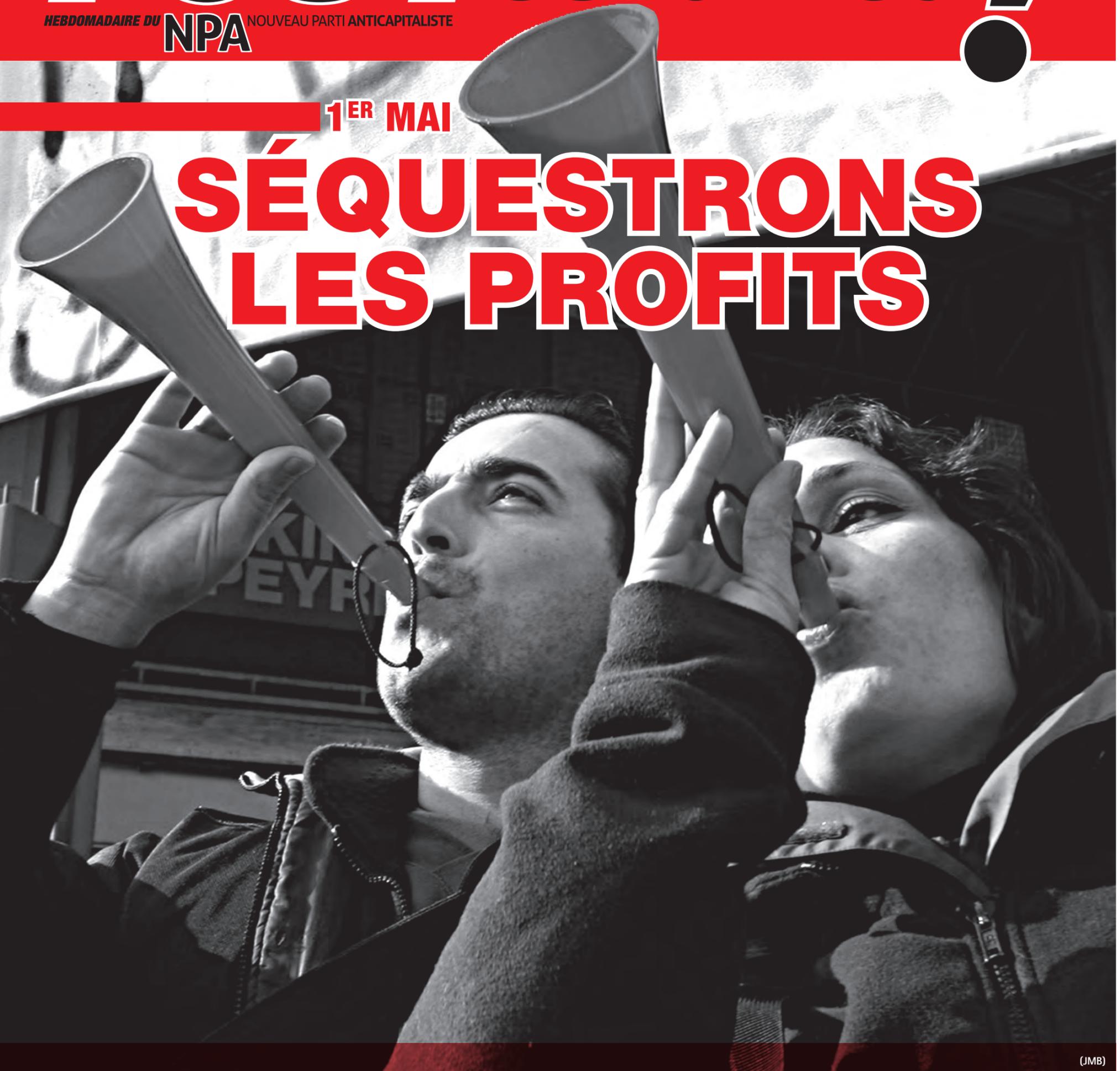
TOUT est à nous!

30 AVRIL 2009 | N°6 | 1,20 € | WWW.NPA2009.ORG

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

1^{ER} MAI

SÉQUESTRONS LES PROFITS





Par **Jean-Claude Delavigne**

RETRAIT DU PROJET DE LOI BACHELOT

Pour être soigné à l'hôpital, faudra-t-il demain être un « malade rentable » ? Si le projet de loi Bachelot, débattu à partir du 11 mai au Sénat, est voté, la réponse sera affirmative. En donnant les pleins pouvoirs au directeur, il complète la mise en place de l'hôpital entreprise. C'est ce que dénoncent, dans un appel, 25 des professeurs les plus connus de l'Assistance publique-hôpitaux de Paris (AP-HP). Ils affirment que « la pensée marchande dont se prévaut cette loi réduit la qualitatif au quantitatif, le malade au tarif de sa maladie. Dans le même temps, on organise des suppressions massives et injustifiées d'emplois, d'infirmières et d'aides-soignantes. »

L'écho médiatique et politique de cet appel vient renforcer la mobilisation montante des personnels hospitaliers et des comités de défense des hôpitaux publics. Il préoccupe le gouvernement, qui reste toutefois déterminé à imposer une de ses « réformes » phare. Au lendemain de la journée du 28 avril, il s'agit de passer à la vitesse supérieure pour imposer le retrait du projet de loi « Hôpital, patients, santé et territoires », projet cohérent de privatisation de l'hôpital. Outre la gestion d'entreprise, dénoncée par l'appel des 25, le projet gouvernemental prévoit la création d'agences régionales de santé, « clé de voûte de la réforme », selon Roselyne Bachelot. Celles-ci permettront le transfert des activités et des financements de l'hôpital public, vers les secteurs privé lucratif (cliniques privées), libéral (maisons médicales) ou médico-social (gériatrie, psychiatrie). Le projet Bachelot vise également à accélérer les fermetures d'hôpitaux de proximité (250 directement menacés) et la suppression massive d'emplois hospitaliers, par la création de « communautés hospitalières de territoire ». C'est l'ensemble du projet qui doit être retiré. Pour cela, la grève de l'ensemble des personnels hospitaliers, la mobilisation des usagers dans la perspective d'une grande manifestation pour la défense de l'hôpital public est à l'ordre du jour. Il n'y a pas une minute à perdre.



Paris, le 28 avril. Les personnels de la santé manifestent (Milo).

1^{ER} MAI, NATIONAL, INTERPRO.

Manifestations interprofessionnelles dans toute la France, vendredi 1^{er} mai (tous les rendez-vous sur www.npa2009.org) ; à Paris, départ à 14h30, place Denfert-Rochereau.

1^{ER} MAI, STRASBOURG, NPA. Fête du 1^{er} Mai, avec débat « Partout en Europe, nous ne payerons pas leur crise », des grillades, repas végétarien, bar, vendredi 1^{er} mai, 12h15, salle du Tambourin (10, rue d'Ankara, Esplanade), tarif: 10 euros (salariés)/ 5 euros (chômeurs, précaires, étudiants).

2 MAI, LYON, ENVIRONNEMENT. Contre-grenelle de l'environnement n°2, organisé par Les casseurs de pub, avec entre autres l'intervention de Philippe Corcuff, samedi 2 mai, de 9h30 à 17h, salle Victor-Hugo (33, rue Bossuet, Lyon 6^e, M° Masséna), entrée 3 euros, rens. : www.contre-grenelle.org/

4 MAI, TALENCE, NPA. Réunion publique mensuelle du NPA, lundi 4 mai, 20h, salle Robespierre.

5 MAI, BRIVE-LA-GAILLARDE, NPA. Réunion publique du NPA « Partout en Europe, pas question de payer leur crise ! », avec Christian Nguyen (tête de liste du NPA pour la région Centre), mardi 5 mai, 20h30, salle Dumazaud (rue de Selve).

à noter

5 MAI, PARIS, IMMIGRATION. Réunion publique « Pour le droit de vote et l'éligibilité des résidents non communautaires aux élections municipales et européennes », mardi 5 mai, de 20h à 23h, au Fiap (30, rue Cabanis, Paris 14^e, M° Glacière).

5 MAI, CRÉTEIL, NPA. Réunion publique, avec Omar Slaouti (tête de liste NPA en Ile-de-France aux européennes), mardi 5 mai, 20h, Maison des associations (1, rue François-Mauriac, en face de la préfecture).

5 MAI, MARTIGUES, NPA. Réunion publique avec Raoul Jennar (tête de liste du NPA aux élections européennes pour la région Sud-Est), mardi 5 mai, 19h, salle Galliard (Maison du tourisme).

6 MAI, SAINT-MALO, NPA. Réunion publique « Pour une Europe anticapitaliste, contre l'Europe libérale », avec Françoise Dubu (candidate sur la liste du NPA aux européennes), mercredi 6 mai, 20h30, Maison des associations (20, rue Ernest-Renan).

6 MAI, MONISTROL, NPA. Réunion publique, avec Solange Arsac (candidate aux élections européennes, région Centre-Auvergne), mercredi 6 mai, 20h30, salle du Château.

6 MAI, VALENCE, NPA. Réunion publique avec Raoul-Marc Jennar (tête de liste du NPA aux élections européennes pour la région Sud-Est), mercredi 6 mai, 20h30, Maison des syndicats.

6 MAI, CLICHY (92), NPA. Réunion publique, avec Omar Slaouti (tête de liste NPA en Ile-de-France aux européennes), mercredi 6 mai, 20h, école Victor-Hugo (21, rue d'Alsace).

7 MAI, QUIMPER, NPA. Meeting avec Laurence de Bouard (tête de liste du NPA aux élections européennes pour la région Ouest) et Laurent Garrouste (commission « Ecologie » du NPA), jeudi 7 mai, 20h30, aux halles Saint-François.

7 MAI, ARLES, NPA. Réunion publique avec Raoul Jennar (tête de liste du NPA aux élections européennes pour la région Sud-Est), jeudi 7 mai, 18h30, salle Jean-et-Pons-Dedieu (rue du 4-septembre).

9 MAI, PARIS, RÉSISTANCE. Réunion publique « en hommage à la Résistance », organisée par Alternative libertaire, la CNT, la Fédération anarchiste, le MQJS, le NPA, RLF-MLV, SUD-étudiant, samedi 9 mai, de 14 à 18h, avec Jacques Damiani (combattant FTP) et Antonio Martin (résistant antifranquiste), CIP-IDF (14-16, quai de Charente, Paris 19^e, M° Corentin-Cariou).

13 MAI, CHÂTEAUNEUF-SUR-LOIRE, NPA. Réunion publique « Partout en Europe, pas question de payer leur crise ! », mercredi 13 mai, 20h30, espace Florian (avenue Albert-Viger).

13 MAI, LA-TOUR-D'AIGUES, NPA. Rencontre avec Raoul Jennar (tête de liste NPA aux élections européennes en région Sud-Est), mercredi 13 mai, 20h, salle Saint-Christophe, contact : npasudlub@npa13.org, site de la campagne : www.npa-europeennes2009.org

13 MAI, NEUILLY-SUR-MARNE, NPA. Réunion publique avec Omar Slaouti (tête de liste NPA aux européennes en Ile-de-France), Nouria Ouedda (candidate Seine-Saint-Denis, éducatrice de rue et militante pour le logement), des militantes et des militants des hôpitaux, des transports en commun, de l'éducation nationale, des universités, mercredi 13 mai, 20h30, salle du Temps-Libre (port, bus 113, 127, 303, arrêt Carrefour-de-la-Résistance).

14 MAI, BEAUGENCY, NPA. Réunion publique, « Partout en Europe, pas question de payer leur crise ! », jeudi 14 mai, 20h30.



regards



François Huvé (DR)

La publicité atteint son paroxysme. Elle a envahi tous les médias traditionnels qu'elle finance et muselle. Elle squatte tous les moyens de communication à sa portée. Nous pouvons tenter de nous y soustraire – en ne regardant pas la télévision, en n'écoutant pas la radio ou en n'achetant pas le journal. Nous pouvons tenter de nous protéger du marketing direct (courriers, appels téléphoniques, mails, spams, textos). Mais, quand nous sortons dans la rue, et même à la campagne, la publicité s'impose à nous dans l'espace public qu'elle s'est approprié avec démesure : panneaux 4x3 (mètres) souvent éclairés et déroulants, à la queue leu leu... La publicité est le cœur d'un système qui cherche à nous faire consommer, toujours plus, des produits mondialisés, avec des moyens sophistiqués et pervers qui sont les mêmes que ceux de la propagande politicienne: mensonge, rêve, élitisme, vie à crédit, désinformation... Ce qu'ils appellent de la communication. Mais, comme la communication peut aller dans les deux sens, les Déboulonneurs ont décidé d'y répondre. Et comme ces panneaux nous agres-

DÉBOULONNEUR DE PUB

François Huvé, membre du NPA dans l'Eure, participe au collectif des Déboulonneurs de pub. Il en explique les motivations.



(PHOTOTHÈQUE DU MOUVEMENT SOCIAL/GABRIEL LAURENT)

sent, nous y apportons une légitime réponse: nous les barbouillons de slogans antipublicitaires, du genre « La pub fait dé-penser », « Non au matraquage publicitaire », « Pollution mentale », etc. Nous le faisons au grand jour, si possible tous les quatrièmes week-ends de chaque mois, dans la joie, en musique et dans la non-violence, en assumant notre responsabilité. C'est pour nous un acte de désobéissance civile et les barbouilleurs se portent responsables de leurs actes devant les tribunaux pour que le débat soit porté sur la place publique, que la justice écoute nos arguments, qui plaident l'état de nécessité devant des risques imminents. En effet, nous considérons que la publicité est directement responsable de la surconsommation, du surendettement, de l'obésité, du sexisme, et de tout ce que cela peut entraîner.

La dizaine de procès qui ont déjà eu lieu en France contre des Déboulonneurs ont montré que certains juges pouvaient entendre nos arguments, et un bon nombre de condamnations symboliques (1 euro, par exemple) montre que la loi peut évoluer autrement que par la volonté des élus. Quand nous contactons ceux-ci, ils sont forcés de reconnaître les abus de la publicité et d'admettre qu'il faudrait changer la loi. Mais, sous la pression du lobby des publicitaires et des grosses entreprises, ils n'ont rien fait. Ils se laissent même attirer par des marchés de dupes, où les publicitaires financent des services publics: informations municipales, mise à disposition de vélos... Les politiques se laissent déposséder de leurs prérogatives. Par paresse? Par méconnaissance des enjeux? Pire, par complicité?

Nous ne demandons pas l'interdiction de l'affichage publicitaire, mais une taille maximale comme celle pratiquée pour l'affichage associatif et d'opinion à Paris: 50 x 70 cm, une limite des dispositifs à 2m² maximum, avec une densité raisonnable, fonction du nombre d'habitants. Atteindre cet objectif précis et limité constituerait une première brèche dans le système publicitaire. Nos actions ont aussi besoin de ceux qui ne veulent ou ne peuvent pas courir le risque d'une condamnation judiciaire (les barbouilleurs encourant une condamnation pour dégradation légère à 3750 euros, une peine de travail d'intérêt général – que nous refusons d'emblée –, la privation de leurs droits civiques et l'interdiction d'exercer une fonction publique), le bâchage, la distribution de tracts ou la musique n'étant pas encore passibles de poursuites. Nous devons y chercher à sensibiliser contre les méfaits de la publicité qui cherche à nous aliéner et à nous faire payer. Car c'est le consommateur qui paie le coût de la publicité, en moyenne 500 euros par an et par personne, soit 2000 euros pour une famille avec 2 enfants!

Ces actions m'ont permis d'exprimer mon allergie à la publicité. Certes, c'est limité: nous ne déboulonnons pas matériellement les panneaux, la répression serait alors insupportable. Nous en subissons déjà le durcissement avec des gardes à vue d'une journée, des amendes jusqu'à 600 euros, les prélèvements d'ADN que nous refusons. Un Déboulonneur rouennais, condamné à 1 euro pour un barbouillage, il y a deux ans, repasse en procès le 21 septembre pour ce délit, pour lequel la loi prévoit une peine de 5 ans de prison et 7500 euros d'amende. Mais nous n'avons pas pu encore obtenir d'avancée concrète. Voilà pourquoi le militantisme pour un changement radical est nécessaire.



APRES LE 1^{ER} MAI LA LUTTE CONTINUE!

La réussite des journées de mobilisation interprofessionnelle encourage tous les secteurs en lutte. Pour gagner face au patronat et au gouvernement, la convergence et l'unité sont indispensables.

La cause est entendue, nous allons vivre un 1^{er} Mai exceptionnel. Le nombre de manifestants du 19 mars sera probablement dépassé. Cette mobilisation unitaire et massive des salariés, étudiants, retraités, et privés d'emploi, rencontre un large soutien dans l'opinion publique. Le mouvement gréviste fait tache d'huile, les formes de lutte se radicalisent, les manifestations de solidarité se multiplient. L'unité de toutes les organisations syndicales a sans doute convaincu les salariés les plus hésitants que l'heure du «tous ensemble», auquel nous aspirons depuis si longtemps, était enfin venue. Alors oui, sans arrière-pensées, les militants et

les militantes du NPA partagent avec enthousiasme la réussite de ce 1^{er} Mai combatif. Mais que faire, après ces trois journées de mobilisation réussies (29 janvier, 19 mars, et 1^{er} Mai)? C'est la question légitime que se posent des millions de salariés, échaudés depuis des années par des journées d'action dispersées, sans lendemains, sans stratégie. Pour le moment, les organisations syndicales n'ont pas réussi à offrir de perspectives mobilisatrices. Dans le contexte actuel de crise majeure du système capitaliste, des revendications aussi fondamentales et légitimes que l'arrêt et l'interdiction des licenciements, l'arrêt de la casse et le développement des services publics, l'augmentation conséquente des salaires, ne peuvent

aboutir qu'en construisant un réel rapport de forces, rompant avec les illusions localistes. Les salariés en lutte, les privés d'emploi, les précaires ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour se coordonner, avancer des solutions qui fédèrent et créent des situations de contre-pouvoir, en liaison avec les secteurs mobilisés de la population. Il est urgent, indispensable, que celles et ceux qui aujourd'hui donnent des sueurs froides au patronat puissent confronter leurs expériences et s'enrichir mutuellement de celles-ci. Ce sont eux qui ont la légitimité, mais aussi la responsabilité d'organiser et de coordonner de nouvelles mobilisations. Ils peuvent compter sur les militants du NPA pour les y aider.

Une idée fait son chemin. Elle n'est pas sortie de l'imagination fertile de militants d'extrême gauche, comme le prétendent certains journalistes, mais de grévistes et de syndicalistes de différentes régions et professions: pourquoi ne pas organiser des marches régionales, avec à leur tête les salariés les plus engagés dans les conflits, qui convergeraient en une grande marche sur Paris, avec les chômeurs et les précaires? Pourquoi pas, dans la foulée, organiser de véritables états généraux populaires, mettant en accusation le système capitaliste, la crise et ses conséquences, posant les jalons d'autres formes d'organisation de la société?

Alain Pojolat

GAUCHE ET LUTTES POUR UNE UNITÉ CONSÉQUENTE

Des rencontres de soutien aux luttes, entre organisations et partis de gauche, existent depuis plusieurs mois. Elles ne doivent pas se résumer à une unité de façade.

A l'occasion de la préparation de la journée nationale d'action du 29 janvier, le NPA s'adressait à toutes les organisations de gauche, sans exclusive, et proposait la mise en place d'un cadre unitaire de soutien aux luttes sociales. Peu d'organisations répondirent, dans un premier temps, à notre proposition. Mais, progressivement, à mesure que grandissaient les exigences de mobilisation face à la crise, ces réunions parvenaient à réunir pratiquement tous les partis et toutes les organisations politiques de gauche. Ainsi, des appels unitaires étaient rédigés pour le 29 janvier, le 19 mars et, enfin, le 1^{er} Mai.

Si ces rencontres ont permis l'expression de l'unité des organisations ouvrières face aux ravages occasionnés par la crise du système capitaliste, elles ont aussi été l'occasion de vérifier des désaccords, parfois profonds, qui les divisent, condamnant les déclarations communes à rester dans des généralités. Il n'a jamais été possible d'avancer la moindre revendication chiffrée, notamment sur les salaires, retraites et minima sociaux. Alors que les plans de suppressions d'emplois pleuvent, il n'a jamais été possible d'avancer la revendication, pourtant très populaire, d'interdiction des licenciements. Le prétexte invoqué par le Front de gauche est qu'il faudrait limiter cette revendication aux seules entreprises qui font des bénéfices, touchent des subventions de l'Etat, et procèdent à des licenciements «boursiers».

Rien qui puisse répondre à la situation de l'immense majorité des salariés travaillant dans de petites entreprises qui licencient. Ce débat de fond sur la question des licenciements, jusqu'à aujourd'hui refusé par le Front de gauche, interpelle toutes les organisations, syndicales et politiques. Il doit être mené et trouver un débouché revendicatif unitaire. Il n'a pas été possible non plus de tirer un bilan commun des avancées considérables du mouvement social de Guadeloupe et de Martinique, du formidable exemple d'unité populaire et d'organisation démocratique de la lutte. Nous n'avons jamais prétendu que le mouvement était exportable clé en main en France, mais que les valeurs sur lesquelles il s'appuie et certaines de ses revendications constituent un exemple pour tous.

Face à la situation sociale, les organisations politiques ne sauraient se contenter d'un seul «soutien» dépourvu de contenu. Le prétendu respect des décisions prises par les organisations syndicales ne serait-il pas un prétexte pour ne pas prendre de trop grandes responsabilités, dans des mobilisations qui viendraient troubler la quiétude de la campagne électorale? Le NPA ne saurait se résoudre à une unité formelle, qui éviterait de répondre aux exigences sociales et aux conditions de leur satisfaction.

A. P.



Paris, mardi 28 avril. Les enseignants-chercheurs défient Sarkozy (qui veut interdire le port des cagoules lors des manifestations) et rejoignent le cortège des personnels de la santé (Milo).



et aussi

TOYOTA: VICTOIRE ET REPRISE LA TÊTE HAUTE! Le bras de fer engagé par les salariés de Toyota-Onnaing (Nord) s'est achevé sur une victoire. Après deux semaines de grève, les salariés ont obtenu l'indemnisation du chômage partiel à plus de 90% du net et rétroactivité au 1^{er} février, l'étalement des retenues pour jour de grève, l'abandon des poursuites contre les salariés assignés et aucune sanction contre les grévistes. Même si toutes les revendications n'ont pas été satisfaites, le sentiment dominant aujourd'hui, c'est la fierté d'avoir montré, pour la première fois sur ce site, qu'on pouvait enrayer la machine Toyota et réclamer son dû.

GRÈVE COURTE ET EFFICACE À PSA-SAINT-OUEN. Après Toyota, les ouvriers de PSA-Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) se sont mis en grève contre les conditions du chômage partiel et ont montré qu'il était possible de faire reculer le patronat. C'est la première grève à PSA-Saint-Ouen

depuis de très nombreuses années, encore une démonstration que l'état d'esprit du mouvement ouvrier est en train de changer! Jeudi 23 avril, à 11 h, les ouvriers ont voté la grève. Hors de question pour les salariés d'appliquer l'accord sur les samedis et jours fériés pour la récupération des jours chômés, signé par la majorité des syndicats. Pendant toute la journée, aucune pièce n'est sortie de cette usine qui approvisionne plusieurs sites de PSA. Le lendemain, à une heure du matin, l'équipe de nuit a repris le travail: l'accord ne s'appliquera pas, aucune journée de compensation supplémentaire (au maximum une par mois), les heures de grève seront payées, aucune sanction contre les grévistes, et la prime de compensation pour les jours de RTT travaillés repasse de 31 à 45 euros. 14 heures de grève, même si tout n'est pas gagné, ça paie!

DANS LES TRANSPORTS LYONNAIS. L'inauguration de la nouvelle ligne de tramway T4, lundi 20 avril, a été totalement perturbée par la grève et la

manifestation des traminots, qui ont vigoureusement contesté la remise en cause de leurs acquis sociaux. En juillet dernier, la direction de Keolis-Lyon, entreprise privée, a dénoncé... 300 accords d'entreprise, dans l'objectif avoué de réaliser plus de 7 millions d'euros d'économies sur le dos des salariés des transports urbains de Lyon. Ainsi, l'essentiel des conditions de travail - congés, pauses, organisation du travail, primes, temps de travail, paiement des heures supplémentaires, etc. - a été massivement dégradé. Et tout cela s'est produit avec la bénédiction du maire PS de Lyon, Gérard Collomb, et du président PS du Sytral (l'organisme public qui gère les transports lyonnais), Bernard Rivalta! Car, pour la direction de l'entreprise, la véritable raison de cette attaque sans précédent est de pouvoir obtenir le contrat de délégation pour la gestion du réseau urbain de Lyon en 2010. Le député-maire PCF de Vénissieux, André Gérin, s'est dit «troublé» par cette grève et cette manifestation...



VALEO LICENCIEMENTS BOURSIERS

L'équipementier automobile français Valeo a décidé de supprimer 5004 postes dans le monde, dont 1607 en France. Les différentes usines de l'Hexagone se sont mises en grève

QUOI qu'il en dise, le groupe Valeo se porte très bien malgré la crise dans l'automobile. Si ses résultats 2008 sont déficitaires, c'est que 275 millions d'euros ont été provisionnés pour financer de suppressions d'emplois massives. Valeo a fait 62 millions d'euros de bénéfices en 2008, offrant un parachute de 3,2 millions d'euros à son ancien patron. Elle veut satisfaire ses actionnaires en «réduisant le coût du travail», selon un plan prévu bien avant la crise.

Sa stratégie consiste à faire des licenciements «volontaires», avec peu d'indemnités, avant fin juillet 2009, pour passer ensuite à des licenciements secs. Elle ne tient aucun compte de propositions alternatives faites au Comité européen de l'entreprise. Il est pourtant difficile de justifier des licenciements alors que l'activité reprend et que des intérimaires sont déjà de retour sur certains sites.

Le 16 avril a démarré la grève pour tous les sites Valeo – le 14 avril à Amiens – sur les revendications de refus des licenciements et d'augmentation des bas salaires. Beaucoup de sites ont bloqué les camions de livraison. Certaines chaînes de montage (Renault, PSA, Toyota) se sont arrêtées par manque d'approvisionnement en pièces Valeo.

Partout, la direction a profité de la faible présence des bloqueurs pour mobiliser les «blouses blanches» (techniciens, ingénieurs et cadres) en les faisant sortir à plusieurs reprises pour imposer un rapport de forces face aux grévistes, se mettant en chaîne pour les écarter et faire passer les camions. Elle n'hésite pas à recourir massivement aux services d'huissiers, présents de 6 heures à 22 heures, pour tenter d'intimider les grévistes et utilise des méthodes de commando pour faire sortir quelques pièces. Dès le départ, la direction a hurlé qu'elle ne donnerait rien et elle a tenu.

Malheureusement, les différentes intersyndicales se sont rapidement laissées enfermer dans des négociations n'ayant rien à voir avec les revendications initiales et se sont empressées de faire cesser la grève et le blocage des camions en signant des prétendus «accords de fin de conflit».

A Amiens, on a eu juste une avance sur des primes trimestrielles de rendement et des promesses qui, comme d'habitude, ne seront pas respectées. A l'usine de La Suze (Sarthe), où 321 postes doivent être supprimés sur 629, les syndicats ont signé un accord de fin de conflit insatisfaisant, après huit jours de grève, sans consulter les grévistes en pleine manifestation.

La leçon de cette grève tient en deux choses. Les négociations ne doivent pas se faire en catimini mais devant les piquets de grève. Pour gagner et empêcher les licenciements, il faut que tous les salariés s'unissent et fassent grève en même temps pour tout bloquer (routiers, livraison, production, intendance, etc.).

Correspondants

EDF-GDFÉTENDRE LA GRÈVE

La grève des agents des réseaux de distribution ERDF/GRDF se poursuit. Nous avons rencontré Patrice Perichou, militant CGT EDF/GDF de Paris.



En quoi le mouvement à ERDF/GRDF est-il inédit?

La lutte chez nous est partie suite à la victoire des méthaniers.

Tout de suite, les AG ont dépassé les fédérations et ont entraîné les syndicats dans l'action. Les salariés, en particulier les plus jeunes, ont voulu des formes d'action visibles et fortes. Les AG ont donc décidé de procéder à des coupures de gaz, ce qui ne s'était pas vu depuis 40 ans. Elles ont également organisé des coupures ciblées d'électri-

ci. Ensuite, ce qui a prévalu, ce sont les mises en heures creuses, c'est-à-dire au tarif réduit. Dans certains endroits, les hôpitaux ont été déconnectés du point de vue tarifaire pendant une journée, ce qui veut dire que ces services publics n'ont pas payé d'énergie.

Les grévistes et leurs sections syndicales ont mis en place des piquets de grève avec blocage et parfois occupation des locaux. Sur la région parisienne, des AG se sont tenues par services, pour se regrouper ensuite en AG centrales. Ce sont les AG cen-

trales qui ont décidé des actions à mener.

Où en sont les négociations?

Les directions ont été surprises par la nature et l'ampleur du mouvement. Après avoir fait semblant de négocier, elles ont joué le pourrissement en tentant d'isoler les grévistes pour mieux les réprimer. On est passé des menaces aux sanctions lourdes, au matraquage par les flics devant le siège social de la boîte puis à la rafle de 100 grévistes, à la mairie de Paris, à la demande de celle-ci. Les militants les plus en vue

ont subi une surveillance permanente des RG.

Nous demandons 300 euros d'augmentation ou 5% de hausse (selon les syndicats), l'arrêt de l'externalisation de nos activités ainsi qu'un plan d'embauche massif.

Aujourd'hui, les avancées sont minimales. Le danger de ces négociations est qu'elles se font entité par entité, au niveau de la branche mais également au niveau des filiales d'EDF-GDF, des entreprises, et parfois au sein des grandes directions comme la production. Alors qu'il s'agit de traiter de revendications communes, les directions font du saucissonnage pour diviser en fonction des rapports de forces. Les fédérations n'ont pas l'air de le comprendre.

Tout cela pose la question de la démocratie du mouvement et du contrôle des négociations par les salariés en lutte. Dans un secteur hypercentralisé, la tradition syndicale est elle-même hypercentralisée. C'est au personnel en lutte de décider et de voter sur la réponse à apporter aux propositions des directions.

Comment sortir vainqueurs de cette lutte?

Dans un contexte général de développement des luttes et de radicalisation, que nous sentons fortement dans nos établissements, la solution n'est pas de rogner sur nos revendications, comme l'interfédérale (CGT, CFDT, FO, CFE-CGC, CFTC) est tentée de le faire, mais d'étendre la grève, en particulier au RTE (transport électrique) et à la production. Les fédérations ne jouent pas le rôle moteur qu'elles devraient jouer et se contentent d'épouser le mouvement.

Quels sont les premiers enseignements de la grève?

Celles et ceux qui sont partis dans la bagarre, en particulier les jeunes, l'ont fait en s'affranchissant des logiques des appareils fédéraux. Ils sont partis en grève sans attendre d'ordres venus d'en haut, en sortant de la logique des grèves de 24h sans lendemain et en cherchant l'efficacité. Ces pratiques-là vont rester.

Propos recueillis par Paco



Paris, le 23 avril. Manifestation des salariés d'EDF/GDF devant l'Assemblée nationale. (JMB)

et aussi

TRANSCONTINENTAL. Gare de Compiègne, mercredi 12 avril : des dizaines de navettes transportant les ouvriers en lutte de l'usine Continental arrive de Clairoux (Oise). Le conseil régional a affrété un train pour Hanovre (Allemagne), pour leur permettre d'y aller gratuitement. Les travailleurs de l'usine de pneus ont décidé en assemblée générale d'aller rejoindre leurs camarades allemands, objets eux aussi d'une prévision de fermeture. Ils veulent manifester ensemble et faire pression sur l'assemblée générale des actionnaires de Continental. Une demi-heure plus tard, 1 300 personnes montent dans le train. L'arrivée en gare de Hanovre, pleine à craquer, est chargée d'émotion : près de 2 000 salariés allemands sont là, dont les 800 salariés de Continental-Hanovre. Les «tous ensemble, tous ensemble, oh» alternent avec leur équivalent germanique. Les cortèges se mélangent, des autocollants aux slogans bilingues ornent les tenues des «Conti» français. Un sentiment de révolution plane dans l'air, et un cortège de 3 000 manifestants se dirige vers le Palais des congrès.

CELANESE. En Béarn, l'entreprise américaine Celanese a décidé de fermer son site de Pardies, entraînant le licenciement de 350 salariés et des répercussions en cascade au niveau du bassin de Lacq. En tout, 2 000 emplois sont menacés, alors que l'entreprise est largement bénéficiaire. Selon son PDG texan, le coût de la main-d'œuvre et des matières premières serait trop élevé – comparé à la Chine, où la même usine bénéficierait de réglementations sociales et environnementales plus «intéressantes». Les salariés ne peuvent même pas espérer le rachat de l'usine par un repreneur éventuel : Celanese n'est pas vendeur. Il s'agit, pour le groupe, de conserver avant tout le monopole de sa production. Les hommes et les femmes qui produisent les richesses sont utilisés comme variables d'ajustement afin de garantir des profits toujours plus élevés aux actionnaires. Face à cette violence, la solution, c'est la nationalisation de l'outil de production et la réappropriation des brevets sous le contrôle des travailleurs.

CONTRE LA HAUSSE DU GAZ. Presque par hasard, au mois de mars, les usagers de l'entreprise Gaz de Bordeaux (GDB) ont appris que l'augmentation de leur abonnement depuis octobre 2008 oscillait entre 80 et 180%. Un sacré bonus pour les nouveaux actionnaires, mais une facture insupportable pour certains, qui vont devoir payer plus d'abonnement... que de consommation ! Très rapidement une association, Usagers de GDB, déclenche la mobilisation sur deux revendications : retour au tarif antérieur et remboursement du trop perçu. Des abonnés résilient leur prélèvement, d'autres refusent de payer au nouveau tarif, interrogent la légalité du procédé, saturent le téléphone de leurs protestations... Après deux rassemblements, l'interpellation de la municipalité (elle-même actionnaire à 51%) et une pétition, le directeur de GDB a reconnu... une erreur ! Et, finalement, la commission nationale de l'énergie a validé un retour à l'ancien régime. La lutte a payé !



et aussi

HOMOSEXUELS DÉPORTÉS. De nouveau, la Journée nationale du souvenir de la déportation (26 avril) a été un rude moment pour faire reconnaître l'homosexualité comme motif de la déportation au même titre que les autres. Parfois confrontés à l'opposition des associations de déportés qui refusent de voir les associations LGBTI (lesbiennes, gays, bis, trans et intersexes) associées à la gerbe officielle, les triangles roses et les triangles noirs (lesbiennes, homosexuels et ceux considérés comme «asociaux») se voient oubliés des cérémonies officielles, ou du moins refoulés en fin de cérémonie, en l'absence des officiels. À Montreuil, la gerbe déposée par le Mémorial de la déportation homosexuelle, l'Inter-LGBT et la Coordination lesbienne en France – invités officiellement par la municipalité pour la première fois – n'est restée en place qu'une demi-heure, dérobée dès la fin de la cérémonie par des auteurs encore inconnus. Le combat continue.

CATERPILLAR. La direction de Caterpillar à Echirolles et Grenoble (Isère, 733 licenciements prévus) a été déboutée de sa plainte contre le comité d'entreprise. La justice l'oblige également à rouvrir les négociations pour une durée de quinze jours. Lutte ouvrière et le Nouveau Parti anticapitaliste, lors d'une conférence de presse commune, mardi 28 avril, ont apporté leur soutien aux salariés.

FICHER «BASE ÉLÈVES» CONTESTÉ. Une centaine de directeurs, enseignants et parents, s'est réunie à Bourg-lès-Valence (Drôme), samedi 25 avril, pour organiser la résistance au fichier «Base élèves». Ce nouveau logiciel va ficher tous les enfants, de la maternelle et de l'école primaire. Il viendra compléter un dispositif de fichage généralisé des enfants, déjà mis en place au collège, en lycée, à l'université et pour les apprentis. Il s'agit d'attribuer à chaque enfant un numéro identifiant unique, relié à terme à un « portfolio » numérique enregistrant les compétences validées, le parcours scolaire, et sera accessible à différentes administrations. Le collectif sollicite l'ensemble des citoyens, des associations, des syndicats, des partis politiques, des élus pour soutenir le combat contre une société de fichage totalitaire et se solidariser de Jean-Yves Le Gall, directeur d'école dans l'Isère, aujourd'hui menacé d'un retrait d'emploi en raison de son refus de ficher ses élèves. L'appel des directeurs et des directrices à la résistance contre le fichage des enfants est disponible sur <http://petition.bigbrotherawards.eu.org/petition-pour-le-retrait-de-Base-eleves-soutien>

HADOPI PASSAGE EN FORCE

Une première fois rejeté, le projet de loi «Hadopi» contre le téléchargement illégal devait être voté mercredi 29 avril.



Aix-en-Provence, le 16 décembre 2008. Flashball contre des lycéens. (MATHIAS PARDO)

LOIS SÉCURITAIRES STIGMATISATION DE LA JEUNESSE

Sarkozy propose une énième loi sécuritaire instaurant le délit de « bande » et de « port de cagoule ». Une nouvelle diversion à la crise économique.

A l'approche des élections européennes, alors que pas une journée ne se passe sans l'annonce de licenciements et de révélations sur les cadeaux que s'octroient les patrons qui licencient, Sarkozy tente de désigner des boucs émissaires pour détourner la colère sociale. Il existe déjà tout un arsenal législatif permettant de poursuivre les auteurs d'agression commise à plusieurs, comme la circonstance aggravante d'actes commis « en réunion ». Sarkozy en rajoute pour stigmatiser un peu plus les jeunes des quartiers populaires, clairement visés par cette notion de « bandes ». D'après ce que l'on peut savoir du projet de loi, le seul fait d'appartenir à une

« bande » constituerait un délit. Le délit de bande serait constitué dès que quelques personnes, seulement deux, connues pour avoir des liens réguliers, auront des « visées agressives ». Cela revient à criminaliser un acte non commis et serait pire que l'« association de malfaiteurs » qui repose, elle, sur des faits concrets. C'est un délit d'intention sur des faits non objectivables puisqu'ils n'existent pas. Cela se rapproche du « délit de faciès » puisque c'est l'interprétation subjective des policiers qui vaudra une éventuelle mise en examen. Quand on sait comment la police se comporte vis-à-vis des jeunes des quartiers populaires, notamment en les contrôlant plusieurs fois par jour¹, on imagine les pressions supplémentaires que va permettre cette nouvelle loi. Le pro-

jet de loi vise aussi ceux qui manifestent car se rendre en groupe à une manifestation pourra aussi rentrer dans ce délit. Depuis 2002, seize lois sécuritaires ont été votées, créant à chaque fois de nouveaux délits visant principalement les pauvres, les jeunes des quartiers populaires et tous ceux qui résistent aux politiques libérales et réactionnaires. En un an, les chiffres officiels indiquent une augmentation de 32% du chômage des 18 à 25 ans. Ceux qui travaillent sont les premiers licenciés car ils sont majoritairement intérimaires ou CDD. Au lieu de prendre en compte la situation de cette jeunesse, cette loi renforcera sa mise à l'écart.

Anne Leclerc



1. Un rapport de la très officielle Commission nationale de déontologie de la sécurité (CNDS) dénonce les multiples « violences illégitimes » de la police envers les moins de 18 ans (fouilles à nu, gardes à vue, etc.).

À PARIS, MOBILISATION CONTRE LA VIDEOSURVEILLANCE

De nombreuses organisations démocratiques se sont regroupées dans le Collectif démocratie et libertés (CDL) pour s'opposer à la volonté de la préfecture de police d'implanter 1 226 nouvelles caméras de vidéosurveillance à Paris. Cette nouvelle attaque contre les libertés, soutenue par la Mairie de Paris, s'intègre dans un plan plus vaste du gouvernement de contrôle des populations et de criminalisation des résistances sociales comme seule réponse à la crise du système capitaliste. Lors de la dernière cérémonie des Big Brothers Awards, Michèle Alliot-Marie et Bertrand Delanoë ont reçu le Prix Orwell pour leur implication en matière de promotion de la surveillance, d'atteintes aux libertés et à la vie privée. Pour le NPA, les vrais délinquants sont ceux qui jettent les populations dans la misère, les exploitent, les licencient, les gangsters de la finance à qui les gouvernements accordent des centaines de milliards d'euros sous prétexte de relance économique. Depuis le début, le NPA de Paris est partie prenante du combat mené par le CDL, qui devait tenir sa première grande réunion publique parisienne le 29 avril.

LE texte «Hadopi» revient devant l'Assemblée nationale dans un contexte très tendu. Le 9 avril, l'opposition, PS, PC et Verts, avait rejeté la version de la commission mixte parlementaire (CMP) sur la « protection des droits sur Internet » qui sanctionne le téléchargement illégal par une coupure de l'accès internet. Suite à ce camouflet, Nicolas Sarkozy n'entendait pas en rester là. Bien décidé à faire passer cette loi coûte que coûte, le gouvernement n'a pas hésité à bouleverser le calendrier parlementaire pour pouvoir la représenter le 29 avril. Entre-temps, le Parlement européen a, malgré les pressions du gouvernement français, adopté de nouveau l'amendement 138/46 réaffirmant que l'on ne peut restreindre les droits et libertés fondamentaux des utilisateurs qu'après une décision de l'autorité judiciaire (exception faite des menaces à la sécurité publique pour lesquelles la décision peut être postérieure). Pour Jérémie Zimmermann, de La Quadrature du Net, « c'est une gifle de plus contre la loi de Nicolas Sarkozy et un signal fort : personne en Europe ne souhaite que soit adoptée une telle législation allant à rebours du progrès, des droits des citoyens et du bon sens ». Cet amendement a été applaudi par l'Etno, une association qui regroupe les plus grands opérateurs réseau européens, dont France Telecom, et qui, défendant leurs intérêts commerciaux, « se félicite du ferme soutien du Parlement européen au principe selon lequel les fournisseurs de communications électroniques ne devraient pas être invités à prendre des mesures contre le consommateur en dehors d'une ordonnance du tribunal ». Ils n'ont pourtant guère à se plaindre car le gouvernement a modifié le texte. Ainsi, l'internaute qui se verra couper son accès Internet devra, malgré tout, payer intégralement son abonnement à l'opérateur réseau, ce qui constitue une véritable double peine.

Jean-François Copé a écrit aux 317 députés de l'UMP pour exiger qu'ils soient « extrêmement présents » toute cette semaine car ce n'est plus la teneur du texte qui est en cause mais le « problème politique créé par son rejet surprise ». Les députés UMP sont donc sommés de se mobiliser pour faire passer cette loi, même si certains, comme Alain Juppé, préfèrent l'amende à une suspension de connexion. En face, la cohésion est elle aussi de plus en plus massive. Des manifestations et des flashmobs (mobilisations éclair) ont eu lieu un peu partout en France samedi 25 avril pour dénoncer le projet de loi. L'UFC-Que choisir, l'Isoc France, la Quadrature du Net, le Samup le collectif Pour le Cinéma ont signé un appel contre le projet de loi qui explique que « le projet de loi Création Et Internet résulte d'une conception archaïque de notre société et de l'économie numérique et est une énième ligne Maginot qui ne pourra pas contenir le bouleversement que constitue la dématérialisation de l'information et de la culture ».

Coralie Wawrzyniak

1 UNE EUROPE DE L'EMPLOI

Les travailleurs n'ont aucune responsabilité dans la gestion et dans la faillite du système capitaliste. Ils n'ont donc pas à en payer les conséquences, en perdant leur emploi ou en perdant du salaire en cas de chômage partiel. Les politiques de l'Union européenne encouragent la précarité (temps partiels imposés, intérim, revenus et retraites amputés, recul de l'âge de la retraite, etc.). L'Europe que nous voulons exige des critères opposés à ceux du marché. A l'inverse de l'Union européenne au service des multinationales et de la finance, elle unifiera par le haut les droits sociaux, les conditions de travail, les retraites et la législation sociale, pour l'ensemble des travailleurs et travailleuses des pays européens. Nous revendiquons une diminution du temps de travail, vers les 30 heures pour tous et toutes, sans flexibilité ni annualisation, et avec création de postes sous contrôle des salariés. Tous les contrats précaires doivent être convertis en emplois statutaires ou en CDI. Nous voulons une loi d'interdiction des licenciements et le contrôle des salariés sur les conditions d'emploi et d'embauche.

2 UNE AUTRE RÉPARTITION DES RICHESSES EN EUROPE

L'urgence, c'est l'augmentation de tous les salaires, retraites et minima sociaux, de 300 euros net par mois. C'est aussi un plan de rattrapage des salaires des femmes. C'est possible en prenant les dix points du PIB qui sont passés de la poche des travailleurs à celle des capitalistes ces 25 dernières années : en France, cela représente plus de 170 milliards d'euros par an. Contre la mise en concurrence des salariés, il faut rendre obligatoire un salaire minimum dans chaque pays européen, qui serait l'équivalent, en termes de pouvoir d'achat, des 1500 euros net que nous revendiquons en France. Face à la crise, il ne faut pas moins, mais beaucoup plus de protection sociale ! L'Europe que nous voulons garantirait des normes élevées de protection sociale et de services publics, fondées sur la socialisation des richesses produites (salaires sociaux ou collectifs) et une nouvelle répartition entre les salaires et les profits, au détriment de ces derniers. Pour réaliser tout cela, il faut prendre sur les profits. Il faut que les salariés et la population contrôlent les comptes des entreprises et les mouvements de capitaux, imposent la fermeture des paradis fiscaux et la taxation des profits. L'urgence économique exige que les populations contrôlent également les banques centrales, en particulier la Banque centrale européenne.

3 UNE EUROPE DES SERVICES PUBLICS

Se loger, se chauffer, se nourrir, étudier, se soigner, se divertir, se déplacer : autant de droits élémentaires que les services publics doivent garantir à toutes et à tous. Aujourd'hui, l'Union européenne et les gouvernements continuent la casse et la privatisation des services publics. Ce sont des marchés très lucratifs pour les entreprises privées, qui n'hésitent pas à les démanteler, avec de lourdes répercussions sur nos vies quotidiennes. Le NPA revendique plus de services publics ; des embauches et des moyens massifs ; l'arrêt des privatisations de la santé et de l'éducation ; le développement des services de la petite enfance et des personnes âgées, des transports et de la culture ; la création d'un pôle public bancaire ; la nationalisation des énergies. Les élections européennes doivent être l'occasion de faire converger les mouvements de défense des services publics, aujourd'hui nombreux, et d'organiser la solidarité entre usagers et travailleurs.

4 UNE EUROPE ÉCOLOGIQUE

Les grandes firmes capitalistes ont une forte influence sur les décisions européennes, de sorte que l'Europe actuelle est une énorme consommatrice d'énergie, produisant des déchets nucléaires et dégradant le climat. Or, le réchauffement global est, avec le nucléaire, l'une des plus grandes menaces pour l'humanité. Le paquet climat-énergie de l'UE préconise des objectifs inférieurs aux recommandations des climatologues et vise surtout à délocaliser dans les pays du Sud la réduction des gaz à effet de serre. L'Europe que nous voulons doit organiser une véritable révolution énergétique, une rupture avec les modes actuels de production, de consommation et de transport. Gratuites pour les usagers, ces mesures devront être financées par une taxe sur les profits du secteur énergétique. Cela permettrait de créer plus de 800000 emplois dans la rénovation et les énergies renouvelables, et des dizaines de milliers d'autres dans les transports en commun. La politique agricole commune au service des agrimanagers et des industriels a provoqué la dérégulation des marchés et la volatilité des cours, concentré les productions, détruit les sols, pollué l'eau, accentué la dépendance aux énergies fossiles, contribué au réchauffement climatique. Les politiques européennes sur la pêche, en s'alignant sur le modèle néolibéral, ont accentué la surexploitation des mers en autorisant toujours plus de pêche industrielle. Elles n'ont su protéger ni l'équilibre de la biosphère, ni les pêcheurs face à la destruction de leur métier. En matière de politique agricole commune comme en matière de pêche, il faut radicalement changer de cap !

Partout en Europe, les gouvernements s'attachent à nous faire payer leur crise. Une orientation de rupture avec les politiques libérales est plus que jamais nécessaire.

L'EUR

LA CRISE qui frappe aujourd'hui le cœur même de l'économie capitaliste n'a pas épargné l'Union européenne (UE). Du Traité de Rome de 1957 jusqu'au minitraité européen de 2007 en passant par le Traité de Maastricht, tous les choix politiques ont favorisé la libre circulation des marchandises, des biens, des services et des capitaux. Ils ont été imposés aux peuples par des institutions pour la plupart non élues, la seule soumise au suffrage universel, le Parlement européen, n'ayant quasiment pas de pouvoir de décision. Leur Europe n'est pas la nôtre!

Cette Europe qu'ils nous imposent est au service des multinationales et de la finance. Les populations des Pays-Bas et de la France, en 2005, puis de l'Irlande en 2008, ont rejeté ce projet de société, en votant majoritairement « non » au projet de traité constitutionnel. L'Union européenne a une responsabilité majeure dans la dégradation des équilibres environnementaux. Par ses politiques

antisociales et sa défense de la « concurrence non faussée », elle ajoute les inégalités sociales aux inégalités environnementales. Le « capitalisme vert » ne modifiera pas le productivisme.

Une véritable Europe sociale ne pourra voir le jour que par une contre-offensive des travailleuses et des travailleurs pour annuler toutes les lois et mesures de régression sociale imposées par le patronat et ses gouvernements dans tous les pays d'Europe. Pour les élections au Parlement européen, le 7 juin prochain, le NPA mènera une campagne résolument internationaliste, en convergence avec des forces de la gauche anticapitaliste européenne, notamment au Portugal, dans l'Etat espagnol, en Pologne, en Irlande, en Ecosse, etc. Le NPA présente des listes dans les sept circonscriptions de France, pour défendre un plan de mesures de rupture avec le capitalisme, basé sur le partage des richesses, sous le contrôle de la population. Voici quelques-unes de ces mesures.

NPA-EUROPÉENNES2009.ORG

EUROPE QUE NOUS VOULONS !

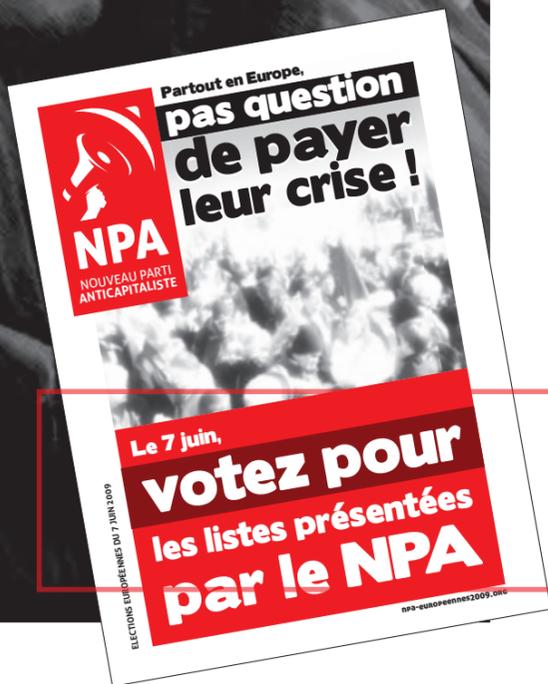


5 UNE EUROPE DES DROITS DES FEMMES

La législation concernant l'avortement est très inégale en Europe. Il est toujours pénalisé en Irlande, en Pologne et à Malte, et très limité en Italie et au Portugal. Nous exigeons le droit à l'avortement et à la contraception libres et gratuits dans toute l'Union européenne. Nous voulons une loi-cadre européenne contre les violences faites aux femmes qui prenne en compte les violences dans la famille et le couple, au travail, dans les lieux publics, les violences lesbophobes, la prostitution, une loi qui s'impose à tous les pays pour lutter contre les violences sexistes dans toutes leurs dimensions: prévention, sanction, accueil et accompagnement des victimes, protection des victimes, garantie de leur revenu et de leur droit au séjour, accès au logement. Les inégalités de salaire entre hommes et femmes persistent: de 20 à 35% selon les pays. Nous exigeons l'égalité salariale, avec un rattrapage des salaires des femmes, seul à même de résorber les inégalités.

6 CONTRE L'EUROPE FORTERESSE, UNE EUROPE SOLIDAIRE

L'Europe actuelle est une véritable forteresse, où la situation des immigrés ne cesse de se compliquer. La politique de l'Union européenne vise à une « gestion concertée des flux migratoires », c'est-à-dire pouvoir utiliser la main-d'œuvre étrangère du Sud au bon vouloir des besoins des capitalistes européens. Les immigrés sont transformés en main-d'œuvre jetable, à utiliser en cas de besoin puis dont on se débarrasse, la fameuse « immigration choisie ». En juin dernier, le Parlement européen votait la « directive de la honte », qui permet de porter la durée de rétention pour les sans-papiers à dix-huit mois. Nous ne voulons pas de cette Europe. Au contraire, nous voulons une Europe ouverte à toutes et à tous, antiraciste, multiculturelle, et nous demandons la suppression de toutes les lois racistes et discriminatoires, une Europe de l'égalité des droits. Cela passe notamment par la régularisation de tous les sans-papiers, l'arrêt des rafles et la fermeture des centres de rétention, la liberté de circuler et la fin du contrôle de l'immigration, le droit de vote pour tous les immigrés à toutes les élections.



BROCHURE PROGRAMMATIQUE «EUROPÉENNES 2009» DISPONIBLE AUPRÈS DES MILITANTS DU NPA.



KANAKY ÉLECTIONS DÉCISIVES

Les élections provinciales se tiendront en Nouvelle-Calédonie le 10 mai. Le Parti travailliste se présente pour la première fois.

LES électeurs choisiront, à la proportionnelle, les assemblées provinciales pour cinq ans. Dans chaque province, la majorité désignera l'exécutif (actuellement «loyaliste» UMP au Sud et indépendantiste au Nord et dans les îles). Parmi les 76 élus, 54 siègeront au congrès du territoire et éliront à la proportionnelle le gouvernement qui sera donc collégial.

La prochaine mandature est décisive pour l'avenir du territoire. Selon l'accord de Nouméa, dans les six premiers mois, le transfert au territoire de l'ensemble des compétences non régaliennes encore exercées par Paris doit être décidé : l'enseignement secondaire, le primaire privé (un tiers des élèves), la sécurité civile, et une partie du droit civil et commercial. Ce n'est qu'à cette condition que la mandature suivante organisera le référendum pour le transfert des compétences régaliennes (police, justice, armée, diplomatie, monnaie).

Les élections se déroulent dans un contexte social tendu. L'économie coloniale est un système inégalitaire où la répartition des richesses est scandaleuse. L'indice Gini mesure le degré d'égalité dans une société sur une échelle de 0 (parfaitement égalitaire) à 100 (une seule personne possède toute la richesse). La France se situe à 32, les Antilles «françaises» à 42, et la Nouvelle Calédonie à... 50. Les marges d'exploitations pratiquées dans le commerce sont délirantes, près de 50%, en hausse constante depuis 1998.

L'accès à l'emploi pour les Kanaks et autres exploités du territoire, est au cœur de nombreuses luttes. Une loi vient d'être votée à l'unanimité du gouvernement, élus FLNKS compris. Cette loi qui a la bénédiction du Medef local, ne favorise pas l'emploi des Kanaks. Seuls sont protégés les emplois non qualifiés déjà occupés par les populations locales, les emplois qualifiés restant ouverts aux immigrés métropolitains qui débarquent sur le territoire même si des candidats locaux ont les compétences requises.

L'environnement s'est aussi imposé dans la campagne. Le 1^{er} avril, l'usine de nickel Vale Inco, à Goro, a connu une fuite de près de 20000 litres d'acide sulfurique concentré à 98%. 4 à 5000 litres se sont déversés dans le lagon, classé récemment par l'Unesco, causant des pertes considérables à la faune et la flore exceptionnelles du lieu. La loi du profit a permis qu'une installation dangereuse puisse démarrer sans que le bassin de rétention ne soit opérationnel, les générations futures apprécieront.

Le Parti travailliste, présent pour la première fois à cette élection, est le seul parti qui relaie les revendications sociales et avance l'objectif de souveraineté en 2014. Son programme pour cette consultation avance quatre thèmes pour le pays : l'emploi local, l'environnement, la condition féminine et la santé et aborde des mesures spécifiques à chaque province¹. Nous y reviendrons après le scrutin.

Bernard Alleton

1. voir le programme sur www.caledosphere.com

SRI LANKA ARRÊTER LE MASSACRE

L'assaut militaire du gouvernement sri lankais contre la population tamoule tue des milliers de civils. Il faut exiger un cessez-le-feu et une négociation pour l'autodétermination du peuple tamoul.

Depuis mi-janvier, le gouvernement sri lankais de Mahinda Rajapaksa a lancé une offensive militaire sans précédent, dans le nord de l'île, entraînant une tragédie humanitaire avec près de 6500 morts et plus de 12000 blessés depuis le début de l'année, pour la plupart civils. 100000 civils tamouls sont aujourd'hui piégés entre l'armée sri lankaise et les Tigres tamouls du LTTE, sur une bande de terre d'une dizaine de kilomètres carrés. Bien que les Tigres tamouls soient en passe d'être complètement défaits, le premier ministre refuse tout cessez-le-feu car, influencé par les courants cingalais chauvins et l'extrême droite bouddhiste, il a décidé d'une guerre totale pour en finir avec l'insurrection armée conduite par les LTTE

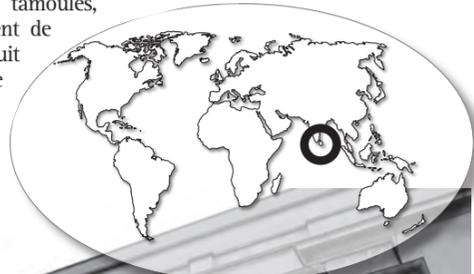
depuis 1983. Les continuel bombardements tuent de nombreux civils, avec des pilonnages dans la zone de refuge, sur les hôpitaux et les écoles. Les ONG et les journalistes ont été priés de plier bagages pour ne laisser aucun témoin.

De nombreux témoignages laissent penser que les Tigres tamouls, de leur côté, empêchent les civils de fuir les zones de combats et les utilisent comme boucliers humains pour faire pression sur le gouvernement afin d'obtenir un cessez-le-feu. Le gouvernement va remporter une victoire militaire dans un bain de sang. Mais cette victoire militaire ne permettra pas de résoudre un conflit politique vieux de plusieurs décennies. Depuis 1948, date de l'indépendance, les minorités du Sri Lanka sont systématiquement discriminées linguistiquement, culturelle-

ment et économiquement. Des décennies de luttes pacifiques et parlementaires des Tamouls pour l'autonomie des régions du nord et de l'est n'ont eu d'autres réponses que la répression policière et les violences organisées. En réaction, cela a conduit, dans les années 1970, à une radicalisation et à l'apparition d'un mouvement séparatiste. Sa principale composante, les Tigres tamouls du LTTE, a eu une confiance aveugle dans leur capacité à vaincre militairement l'État sri lankais. Leur stratégie, basée sur la terreur, les attentats suicides et les assassinats politiques a conduit à l'impasse d'aujourd'hui. N'accordant aucune place aux revendications tamoules, le gouvernement de Rajapaksa réduit la guerre à une lutte contre le

terrorisme. Aucune paix durable ne sera possible sans l'ouverture de négociations politiques avec la reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple tamoul. L'autonomie doit être accordée aux régions à majorité non cingalaise, seule garantie de paix et de démocratie dans un état multiracial et multiculturel. Dans l'immédiat, tout doit être fait pour obliger le gouvernement sri lankais à accepter un cessez-le-feu immédiat et permettre la présence des organisations internationales pour procéder à la protection, l'évacuation et l'aide aux civils piégés dans la zone de combat.

Danielle Sabai



et aussi

BOLIVIE : MORALES VISÉ PAR UN GROUPE TERRORISTE. Le 16 avril, Santa Cruz a été le théâtre d'un échange de coups de feu entre la police et un groupe terroriste, mêlant Boliviens, Croates, Hongrois et Irlandais. Au centre de ce groupe, qui opérait vraisemblablement depuis plusieurs mois, se trouve Eduardo Rozsá, un Hongrois-Bolivien qui a combattu dans les rangs des «patriotes» fascistes croates, lors de la guerre des Balkans, dans les années 1990.

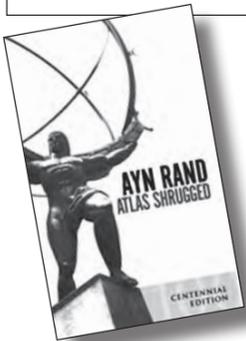
Sur la liste de leurs prochaines victimes, on a trouvé le président Evo Morales et la plupart des membres du pouvoir exécutif, ainsi que le préfet de Santa Cruz, Rubén Costas, jugé trop timoré dernièrement par la frange la plus radicale du mouvement autonomiste oriental.

L'opposition a immédiatement nié toute implication dans ce plan macabre mais les derniers témoignages, parvenus au Ministère public bolivien, permettent apparemment de remonter en direction du patronat des départements de Santa Cruz. Si l'identité exacte des commanditaires reste à découvrir, il n'en demeure pas moins que l'apparition d'un tel groupe

terroriste en Bolivie en dit long sur les moyens que l'aile la plus radicale de la droite semble prête à employer pour faire barrage au gouvernement Morales.

À BERLIN, PAS DE TICKET, EN PRISON! Cela pourrait être le slogan de la société berlinoise des transports en commun, détenue à 100% par le gouvernement de Berlin, dénommé «sénat», dirigé par le SPD et Die Linke. A 2,10 euros le ticket, c'est l'un des tarifs les plus chers du pays que les plus démunis ont de plus en plus de difficultés à payer. Les contrôles sont très nombreux et ceux qui ne payent pas les amendes sont poursuivis. Avec les frais d'huissier, cela fait vite des sommes énormes. En 2008, les tribunaux ont envoyé 320 voyageurs en prison. Manifestement, la présence de trois sénateurs de Die Linke n'est pas d'une grande protection pour les plus pauvres.

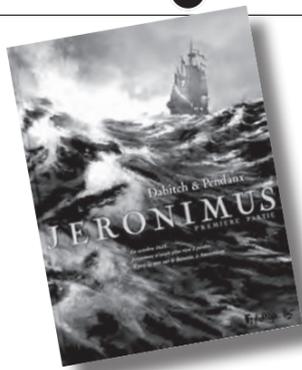
NON À L'INTERDICTION DU DTP EN TURQUIE. Le Parti pour une société démocratique (DTP) est le principal parti kurde de Turquie. Il a remporté, aux élections locales de mars 2009, des succès notables. Il est l'une des cibles principales d'une vague sécuritaire que connaît la Turquie et qui compromet des libertés politiques élémentaires, pourtant déjà régulièrement bafouées. Près de 200 de ses membres, dont plusieurs dirigeants, ont été arrêtés. Les maires de Batman et de Diyarbakir (principale ville kurde du pays), membres du DTP, ont été condamnés à dix mois de prison. Le DTP doit également faire face à une procédure judiciaire visant à l'interdire. Ces procédés liberticides touchent également les organisations syndicales, les associations pour la défense des droits, les groupes et partis de gauche radicale... Plus que jamais, une convergence apparaît nécessaire entre ces composantes pour les libertés et contre le capitalisme et l'impérialisme.



LIVRES
ATLAS SHRUGGED, 1957 (LA RÉVOLTE D'ATLAS)/Ayn Rand/TRADUCTION FRANÇAISE PARUE CHEZ L'ÉDITEUR SUISSE JEHEBER, EN 1958.

Un roman publié en 1957, mais qui bat des records de vente aux États-Unis depuis le début de la crise. Qu'y trouve-t-on? Un éloge de l'individualisme forcené, de l'égoïsme le plus obtus et du laisser-faire libéral. Pour résumer, les grands capitalistes, ne supportant plus les taxes et réglementations imposées par des gouvernements parasites, décident de s'isoler dans un camp secret au cœur des montagnes. Privée de ses esprits les plus brillants, la société ne tarde pas à se désagréger, obligeant les bureaucrates à venir supplier les capitalistes de reprendre le monde en main. Une théorie prise très au sérieux par certains: une chronique du *Wall Street Journal* mentionnait récemment que «la politique économique actuelle est tout droit sortie de La Révolte d'Atlas».

Aurélien Smirnoff



BD
JERONIMUS/TOME 2/ Christophe Dabitch et Jean-Denis Pendants/FUTUROPOLIS/18 EUROS.

Le capitalisme est né sur les bateaux de la Compagnie des Indes hollandaises: la puissante compagnie envoyait des navires chercher les précieuses épices. Tandis que leurs chefs attendaient tranquillement les bénéfices à Amsterdam, des marins perdus et misérables, commandés par des officiers souvent réprouvés, prenaient les risques de la traversée. En 1628, Jeronimus Cornelisz, apothicaire ruiné, embarque comme assistant du commandeur du *Batavia*, chargé d'or et de bijoux. Les auteurs décrivent avec talent la lutte des classes version maritime: marins traités comme des chiens, officiers et bourgeois vivant en vase clos dans le «château» à l'arrière du navire. La peinture flamboyante de Pendants rend compte des tensions et de la folie après des semaines de navigation. Au bord d'une mutinerie fomentée par Jeronimus, le bateau fait naufrage et ce dernier se retrouve à la tête d'une microsociété à laquelle il peut imposer son pouvoir.

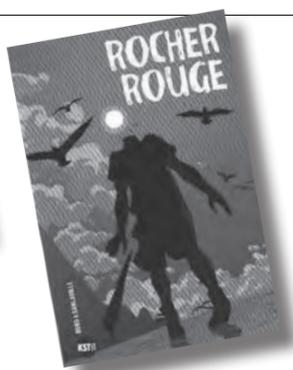
Sylvain Pattieu



MUSIQUE
«NOVA CLASSICS 9»/NOVA RECORDS/WAGRAM

De toutes les compilations que sort le label de Radio Nova, cette série s'avère sans conteste la plus nostalgique. Chaque livraison propose une parcelle de rétrospectives disparates des divers styles musicaux défendus par la station d'avant-garde de la «sono mondiale». Le spectre balaie large, mélangeant raretés et antennes. Se bousculent au fil des morceaux, du reggae (une petite merveille de Junior Murvin), du funk (l'incontournable King Heroin, de James Brown), de la world (l'afrobeat de Fela), du hip-hop (le trop rare Jeru the Damadja) et, naturellement, de la house et de l'electro. Pour compléter, la radio consacre une «Nuit spéciale nova classics», du lundi 4 au mardi 5 mai, de minuit à six heures, à écouter en direct sur la FM ou sur le Net.

King Martov



BD
ROCHER ROUGE/Eric Borg et Michael Sanlaville/KSTR (CASTERMAN)/16 EUROS

Une BD à suspense, habilement construite. Un groupe de vacanciers fils et filles à papa est laissé seul sur une île. Inimitiés cachées, trahisons, jalousies et tromperies diverses, l'intrigue aurait pu tourner au soap opera insulaire. Mais une terrible malédiction pèse sur l'île, où un monstre serait capable de décapiter ses victimes. L'histoire se transforme en récit d'horreur et les jeunes vacanciers disparaissent les uns après les autres. Un rythme haletant, une histoire de monstres dans laquelle, comme souvent, les pires sont finalement les humains et la recherche du profit.

Sylvain Pattieu



www.vendredi.info

Vendredi est un hebdomadaire d'actualité, qui trie les infos parmi 60 000 sources du Web, soit une énorme masse d'informations, d'articles, de blogs... Idées, débats, polémiques, actu des médias et de la technologie sont sélectionnés chaque semaine pour offrir aux internautes un nouveau regard sur l'actualité. Vendredi trouve des points de vue originaux et décalés, ce qui en fait un hebdo d'actualité différent.

www.nonfiction.fr

A l'origine de nonfiction.fr, un collectif de chercheurs, de journalistes et de créateurs de sites Internet. Leur but? Traiter l'actualité des idées et éditer des critiques de livres afin de renouer avec un journalisme intellectuel de qualité et donner la parole à une nouvelle génération de chercheurs. Ce portail intellectuel vise à permettre aux idées d'avoir de l'influence et aux chercheurs d'avoir une action sur la société, et d'être en prise avec le réel.

www.jobetic.net

Jobetic est un site d'information sur l'emploi et la gestion de carrière réalisé par une équipe de journalistes. Chaque jour, il offre une information indépendante sur l'emploi, le recrutement sur Internet et l'éthique dans l'emploi. Jobetic nourrit quotidiennement rubriques et dossiers: «Guide», «Emploi», «Conseils de DRH», «e-candidature».

MOTOWN UN ANNIVERSAIRE TRÈS POLITIQUE

Le label américain Motown, qui fête ses 50 ans cette année, incarne l'«intégration» de la bourgeoisie noire dans le capitalisme nord-américain.



En janvier 1959, à Detroit (nord-est des États-Unis), naissait une petite maison de disques consacrée à la musique noire, d'abord dénommée Tamla, puis Motown. Son nom est la contraction de Motor Town, surnom de la ville du Michigan alors capitale de la production automobile. Et ce choix n'est pas anodin. Ce label a été en effet

fondé par Berry Gordy, un jeune compositeur noir de 30 ans, vétéran de la guerre de Corée et surtout ancien ouvrier de l'usine produisant la Lincoln Mercury. Le premier succès résume parfaitement son état d'esprit: *Money That's What I Want* («L'argent, c'est ce que je veux»), de Barrett Strong. De fait, contrairement aux labels de musique noire (souvent d'ailleurs possédés par des Blancs, comme Stax à Memphis ou Chess à Chicago), Berry Gordy va incarner le rêve d'ascension sociale d'une bourgeoisie entrepreneuriale afro-américaine qui veut croire, à l'aube des années 1960, que la question raciale ne l'empêchera plus de se faire une place au soleil du rêve américain.

Elvis Presley avait fait aimer la musique des anciens esclaves aux jeunes teen-agers de la classe moyenne. Berry Gordy va poursuivre le processus en vendant des artistes noirs au public blanc (quitte à ne pas mettre leurs têtes sur les pochettes de disques au départ...). Il conçoit son label comme une industrie du hit (d'où le surnom «Hitsville USA») et peaufine un son pop dans une gamme gospel et blues. Grâce à une équipe talentueuse de compositeurs, des musiciens de studio surdoués (les Funk Brothers) et une écurie inépuisable de jeunes prodiges – Diana Ross & The Supremes, The Four Tops, Martha & The Vandellas ou, à la fin, The Jackson Five –, qui recevaient même des cours de bonne tenue pour mieux passer à la télé, Motown va progressivement voler de succès en succès. Cette soul, joyeuse et légère, devient le bruit de fond de la lutte pour les droits civiques dans sa version la plus optimiste. En France, Claude François pillera assidûment le répertoire le plus impa-



Un film retraçant l'histoire des Temptations est en production (REUTERS).

ble de l'époque (C'est la même chanson, piquée aux Four Tops).

Toutefois, aussi bien huilée soit elle, cette belle mécanique se heurtera vite aux réalités politiques et aux vellétés d'indépendance de ses plus authentiques artistes, comme Smokey Robinson. Marvin Gaye ne cessa ainsi de (re)prendre sa liberté. D'une part, son œuvre, loin des efficaces bluets romantiques des débuts, aboutira à un groove érotique d'une beauté inégalée; de l'autre, en 1971, traumatisé par les lettres que lui envoie son frère du Viêt-nam, il publie *What's Going On*, chef-d'œuvre engagé qui mua Motown, à son corps défendant, en un espace de contestation, renforcé par l'écho médiatique de ses ventes. La même année, le label déménagea à Los Angeles, événement longtemps considéré comme sa petite mort. D'une certaine manière, la victoire et le discours de Barack Obama sur une Amérique post-ségrégation peuvent aussi se lire à l'aune des contradictions de cette histoire artistique.

K. M.

• Discographie: «Motown Sings Motown treasures» (Motown); «The Complete Motown Singles Vol. 1: 1959-1961» (Motown), puis 1 CD par année; «Standing In the Shadow of Motown», 1DVD.



TON PATRON A BESOIN DE TOI, TU N'AS PAS BESOIN DE LUI!

CARON-OZANNE, UNE EXPÉRIENCE

D'AUTOGESTION EN NORMANDIE
PATRICE BRÜCKMANN, PIERRE COFTIER, ALAIN LAMBERT, FRANÇOIS LE GROS

CAHIERS DU TEMPS

144 PAGES,
18 EUROS



« REFUSER la fatalité, dire non aux licenciements, à la fermeture de l'entreprise [...] Faire en sorte que la lutte appartienne bien à chacune et à chacun dans des assemblées générales souveraines [...] Libérer les imaginations, les énergies, les idées, remettre en marche la production », souligne Charles Piaget dans la préface de l'ouvrage sur la lutte de l'imprimerie Caron-Ozanne (Caen, 1975-1977). Ces idées, échos des luttes de l'après-68, résonnent forcément dans notre présent.

Comment lutter et répondre aux fermetures d'entreprises isolées, en 1975 comme en 2009? En France, la fin des Trente Glorieuses voit la multiplication des fermetures d'entreprises. Face au chômage partiel, c'est le contrôle des cadences, comme à la Saviem à Caen. Face aux licenciements, ce sont les ouvertures des livres de comptes. Des assemblées démocratiques se tiennent et des comités de grève sont élus, comme à Caron-Ozanne. C'est la remise en marche de la production dans de nombreuses entreprises, souvent à l'exemple de LIP. A Caron-Ozanne, cela prend la forme d'un journal, *Ouest Licenciements*, mis au service des luttes, posant le problème de leur coordination. Des tracts et des affiches sont imprimés par les soldats en lutte, les paysans travailleurs, les antinucléaires, les groupes femmes. Ce livre rend compte de la richesse de ces mouvements sociaux. Les idées de contrôle ouvrier, d'autogestion, sont portées par des syndicalistes, des militants du PSU, de la LCR - dont la matrice théorique est fournie notamment par les écrits d'Ernest Mandel (*Conseils ouvriers, contrôle ouvrier et autogestion*, Maspéro 1970 - trois volumes). Indispensable pour l'histoire et la mémoire des années post-68, mais aussi pour nos luttes d'aujourd'hui.

André Delorme

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)
27 RUE TAINÉ 75012 PARIS TÉL. : 01 49 28 52 44 FAX : 01 49 28 52 43
www.la-breche.com

CATASTROPHE DE TCHERNOBYL TOUJOURS POSSIBLE

Il y a 23 ans, le réacteur numéro 4 de la centrale Lénine de Tchernobyl, en Union soviétique, explosait. La catastrophe a fait près de 200 000 victimes.



Le 26 avril 1986, l'un des réacteurs de la centrale nucléaire de Tchernobyl explosait, libérant soudainement dans l'atmosphère d'énormes quantités de particules radioactives. Pourtant, trois jours après, le gouvernement du président Gorbatchev n'avait toujours pas annoncé l'accident au public. Alertés par un taux de radioactivité dans l'air anormalement élevé, des observateurs suédois découvrirent un point chaud à l'endroit exact de la centrale nucléaire de Tchernobyl; ce n'est qu'à la suite des déclarations du gouvernement suédois que l'Union soviétique, le 28 avril au soir, informe le monde. En quelques semaines, le nuage radioactif recouvre près de 40% de la superficie de l'Europe, avec du césium 137 notamment. Avec le temps, on estime que le nuage a fini par envelopper tout l'hémisphère nord. Les conséquences sanitaires de cette catastrophe sont très difficiles à évaluer, tant l'opacité et le mensonge règnent sur le nucléaire à tous les échelons: on se souvient, bien sûr, du mensonge de l'Etat français sur

le nuage radioactif prétendument arrêté à nos frontières.

MENSONGES D'ÉTAT

Mais le mensonge et la dénégation ont surtout été orchestrés, au niveau international, par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) elle-même: sous la domination de l'Agence internationale de l'énergie atomique, l'OMS n'a eu de cesse de minimiser l'impact de la catastrophe (l'accord de 1959, toujours en vigueur, oblige l'OMS à se concerter avec l'AIEA pour régler tout différend «d'un commun accord»), ramenant le bilan officiel à quelques dizaines de morts directes et quelques milliers de cancers. Or, une étude récente, se fondant sur le fait que pas moins de 600 000 liquidateurs sont intervenus sur le réacteur pour le refermer tant bien que mal et qu'au moins 2 milliards de personnes ont été touchées par les retombées radioactives, évalue le nombre de victimes à plus de 200 000.

La dénégation de l'OMS et de l'AIEA est d'autant plus révoltante qu'il est parfois simple de venir en aide aux victimes de Tchernobyl, surtout quand il s'agit de remèdes aussi simples que la distribution de pectine, qui permet de réduire la radioactivité ingérée. Hélas, loin d'être une affaire classée, la catastrophe de Tchernobyl voit ses conséquences sanitaires s'alourdir

d'année en année, avec son lot de cancers et de malformations, chez les adultes et les enfants. Aujourd'hui encore, des millions des gens continuent de vivre dans les zones les plus touchées et à consommer des produits agricoles contaminés, en particulier par le césium 137, entraînant une baisse importante de leur espérance de vie, que les autorités ukrainiennes attribuent à un «état dépressif», consécutif à la chute de l'Union soviétique... Aujourd'hui, dans les régions contaminées de Biélorussie, 85% des enfants sont malades!

PLAIE BÉANTE

Concernant Tchernobyl, le premier des combats est celui pour la reconnaissance des victimes. Cela passe notamment par le fait de porter la revendication de l'abrogation de l'accord liant l'OMS à l'AIEA. L'aide directe aux victimes est également importante. Un autre Tchernobyl est toujours possible, même de nos jours, en Europe: rappelons qu'à l'été 2006, l'accident nucléaire n'a été évité que d'extrême justesse dans la centrale suédoise censée être «la plus sûre au monde» et où, d'après Lars-Olov Höglund, l'ancien responsable de la centrale nucléaire de Forsmark, seul «le hasard a évité qu'une fusion du cœur ne se produise».

Voilà pourquoi il nous faut combattre la folie du nucléaire qui, partout, met des vies en danger: des mines d'extraction du Gabon et du Niger aux tentatives d'enfouissement des déchets dans la Meuse, le nucléaire fait peser sa menace sur toute la planète. Plus de 400 réacteurs nucléaires sont encore en activité dans le monde, et ils vieillissent mal, du fait des économies sur la maintenance, du recours à la sous-traitance, etc. Cette industrie, intrinsèquement dangereuse, le devient de plus en plus sous les attaques des financiers, qui s'emparent des centrales pour les rendre plus rentables. Les populations et les salariés des centrales sont, dans ce contexte, de plus en plus menacés. Tchernobyl est la plaie béante de cette macabre industrie, qu'il nous faut combattre partout où elle est présente.

Laurent Grouet

1. A ce titre, ne pas manquer la tournée de conférences exceptionnelles en France du professeur Youri Bandajevski, ancien doyen de la faculté de médecine de Gomel, en Biélorussie, emprisonné pendant cinq ans pour avoir dit la vérité sur Tchernobyl.

LÉNINE S'EST GOURRÉ

LE SOCIALISME C'ÉTAIT LES SOVIETS PLUS LA RADIO-ACTIVITÉ...



boîte à lettres

Pour nous écrire, pour prendre contact: redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

PÊCHE ARTISANALE (LOUIS, BRETAGNE): Petites précisions sur l'article «NPA et pêcheurs artisans» [Tout est à nous! du 23 avril, NDLR]. La Norvège ne fait pas partie de l'Union européenne, certes, et les instances européennes n'ont soit disant pas de prise sur la politique de pêche de ce pays. Foutaises! Il est évident qu'il existe des moyens directs et indirects de pressions économique et politique pour faire stopper ce pillage. Le tout est d'avoir la volonté politique (la Norvège vient de s'octroyer encore une augmentation de capacité de pêche de 10000 tonnes de cabillaud sous prétexte de la crise): limitation, voire suppression des importations de poissons; interdiction de pêche dans certaines zones; blocage des échanges et partenariats tant qu'il n'y a pas d'infléchissement de la politique de pêche. Sans réelle volonté politique, on ne fera pas avancer le dossier de la protection et de la gestion de la ressource. Le problème est mondial (quand on voit les capacités de pêche des pays asiatiques, entre autres); partout où les flottes industrielles surexploitent la ressource halieutique, c'est la pêche artisanale qui meurt.

DÉLIT DE SOLIDARITÉ (YO, HÉRAULT): Lettre ouverte à Michèle Alliot-Marie [ministre de l'Intérieur], Nicolas Sarkozy et Eric Besson [ministre de l'Identité nationale]. Comme vous, je suis français par hasard. Je n'en suis ni fier ni honteux. Je suis détenteur d'une carte nationale d'identité, sans avoir jamais rien fait pour la mériter. J'ai eu la chance de venir au monde dans un pays favorisé, de ne connaître ni la faim, ni la guerre, ni la dictature. L'un de mes grands-parents a fui l'Espagne franquiste, un autre est venu du Portugal. Aujourd'hui, vous les pourchasseriez sans doute... Comme des dizaines de milliers de Français, j'ai décidé de désobéir aux lois de ce pays: convaincu que votre politique de l'immigration est aussi inefficace qu'inhumaine. [...] Je me rends coupable du délit d'aide à l'entrée et au séjour d'étrangers en situation irrégulière, aussi souvent que nécessaire. [...] Madame, Messieurs, je vous emmerde, vous, vos pandores, vos quotas, vos polices, vos milices et vos supplices, vos rétentions, vos détentions et vos prétentions [...]. Veuillez agréer, Madame, Messieurs, l'expression de mon profond mépris et mes désobéissantes salutations.

TOUT EST À NOUS? (GUY, DORDOGNE): Je suis en désaccord total avec le titre *Tout est à nous!* Car justement, rien n'est à nous, hormis la force de travail que nous vendons à un patron. D'ailleurs, *L'Internationale* le dit bien: «*Nous ne sommes rien, soyons tout.*» Ainsi que le programme de transition, qui réclame le contrôle ouvrier sur l'entreprise, l'ouverture des livres de comptes, la levée du secret bancaire... A la place de ce titre, vous auriez pu penser à «*Démocratie ouvrière*», «*Hebdo anticapitaliste*», «*Gauche anticapitaliste*», etc.



Justice À DEUX VITESSES

La fermeture de l'usine Molex (équipementier automobile américain, sous-traitant de PSA) de Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne) entraînera le licenciement de près de 300 salariés. Après avoir appris que Molex faisait produire, aux Etats-Unis, depuis des mois, des pièces (moules et outils), les salariés ont décidé de se mettre en grève, le lundi 20 avril, et de retenir deux dirigeants, au cours de la réunion de négociation du plan social. Aussitôt, la direction a assigné le secrétaire du CE en référé au tribunal de Toulouse, le mardi à 17h. Émoi mais riposte et rassemblement devant le tribunal. Les deux cadres sont alors libérés, mais à condition, exigent les salariés, que le jugement concernant le délit d'entrave du CE (démarche lancée par les travailleurs) soit accéléré. Force est de constater que, quand les salariés font appel à la justice, celle-ci n'est pas très rapide et surtout que les patrons font

tout pour ralentir son cours. Par contre, quand il s'agit de traîner devant les tribunaux des salariés qui se battent pour garder leur emploi, il ne faut pas plus d'une demi-journée. Rassemblés devant leur usine, dont l'entrée était interdite par des vigiles, les salariés ont accueilli chaleureusement le NPA et Olivier Besancenot venus leur apporter leur soutien. La proposition de la convergence des travailleurs en lutte contre les licenciements a trouvé là un fort écho. A l'heure actuelle, les salariés ont repris de manière très parcellaire le travail. Ils attendent, pour mi-mai, le rendu du rapport du cabinet d'expertise Syndex, indépendant de la direction, et celui du jugement de l'examen pour délit d'entrave. Le premier pourrait conclure la non-justification de la fermeture et le deuxième pourrait faire annuler le plan social.

TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE



(DR)

LE CHIFFRE

243 400

C'est le nombre de chômeurs supplémentaires depuis le début de l'année en France, soit une hausse de 22% en un an. Le nombre de chômeurs officiels, si on inclut ceux qui ont une activité réduite, frise aujourd'hui les 3,5 millions. Le gouvernement «espère» une reprise de la croissance l'an prochain, mais annonce déjà que le chômage sera toujours en hausse en 2010. C'est ça le bourbier du capitalisme, ce n'est pas nouveau et, comme le disait Friedrich Engels en 1886, «tandis que le nombre de chômeurs va grandissant d'année en année [...] nous pouvons presque calculer le moment où les chômeurs, perdant patience, prendront eux-mêmes leur sort en main».

LA LOI DE LA JUNGLE PAR ERIC BESSON. «La jungle», c'est ainsi qu'on appelle le campement de fortune où, sur un terrain insalubre, se terrent des centaines de réfugiés. Alors que, dans Calais et les environs, la police harcèle quotidiennement ces migrants venus principalement d'Afghanistan, Besson veut détruire leur campement, sans proposer d'alternative. Tout juste promet-il un point d'accueil et d'aide, ainsi qu'une permanence de recueil de demandes d'asile. Fermeté mais humanité, refrain connu. Besson veut faire peur avec les «filiales» d'immigration clandestine et les «passeurs mafieux». Pourtant les «passeurs» ne sont souvent que des réfugiés pris au piège depuis longtemps, qui mettent à profit la débrouille qu'ils ont acquise. Opportunisme de pacotille, à côté de celui d'un ancien socialiste devenu ministre de droite «de l'identité nationale» et surfant sur la criminalisation de l'immigration.

GRÈVE CONTRE PPR. Pinault Printemps Redoute (PPR) est l'un des principaux groupes de distribution et de luxe français, dirigé par l'un des principales fortunes, François Henri Pinault. Ce groupe comprend des enseignes de luxe, comme Yves Saint-Laurent mais aussi Conforama, la Redoute et la Fnac. Pour ces trois dernières enseignes, 1 872 suppressions d'emplois ont été annoncées. Le groupe, largement bénéficiaire, va distribuer 418 millions d'euros de dividendes à ses actionnaires, tout en expliquant aux salariés que la situation financière des enseignes est difficile. Face à cette situation, pour la première fois, une intersyndicale (CFDT, CFTC, CGC, CGT, CNT, FO, SUD) a appelé, mardi 28 avril, à la grève et à un rassemblement devant le siège du groupe. Il faut frapper à la tête, et viser les décideurs. Cette journée doit en appeler d'autres, pour faire plier ces milliardaires qui s'enrichissent dans leur fauteuil.

LE «PLAN JEUNES» DE SARKOZY. Le Medef «approuve sans réserves» le «plan pour les jeunes» présenté par Nicolas Sarkozy. Il est uniquement constitué de nouveaux cadeaux au patronat: exonération totale de charges pour les entreprises qui recruteront des apprentis avant juin 2010, plus une prime de 1 800 euros pour celles de moins de 50 salariés. Pour les jeunes embauchés suite à des stages ou des contrats en alternance, l'entreprise touchera encore une prime comprise entre 1 000 et 3 000 euros. Depuis 20 ans, des dizaines de milliards d'euros ont ainsi été données au patronat sous forme de primes et d'exonération de charges. En pure perte. Face au chômage massif des jeunes, la droite revient également aux «contrats aidés» dans les services publics ou les associations. Ces fameux contrats (CIE, CAE), financés par l'Etat, essentiellement en CDD et à temps partiel, ne pourront jamais compenser les milliers de postes statutaires supprimés dans les services publics.

TRAVAIL DU DIMANCHE. Brice Hortefeux, soldat de Sarkozy, repart en campagne sur le travail du dimanche. Son chef n'a pas supporté le camouflet infligé, début 2009, quand le projet initial a été rendu méconnaissable par un flot d'amendements et de critiques venant de l'UMP et des lobbies catholiques, sur fond de campagne de la gauche et des syndicats. Le projet avait été reporté sine die. Mais la consigne donnée à Hortefeux est claire: le travail du dimanche, engagement de campagne, «doit être tenu et sera atteint». Hortefeux prétend s'entourer de précautions en consultant les syndicats et les autorités religieuses, jure que le «repos dominical» sera sauvegardé, etc. Il parle surtout de «sites touristiques», de «petits commerces»... A quelques jours du 1^{er} Mai, alors que le front syndical peine à enregistrer des acquis, Sarkozy hausse la barre. Le test provocateur est clair. Sans véritable offensive de lutte généralisée, le pouvoir ne reculera jamais.

NO COMMENT

«Le maître mot n'est plus la santé mais la rentabilité. La préoccupation centrale n'est plus le malade mais le compte d'exploitation de l'hôpital. Et les premières victimes en seront les patients et les soignants. Cette loi cale l'hôpital sur l'entreprise.»

APPEL DE VINGT-CINQ PROFESSEURS DES HÔPITAUX PUBLICS CONTRE LA LOI BACHELOT.

TOUT est à nous!
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction: 01 48 70 42 27
Diffusion: 01 48 70 42 31
Administration: 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail: redaction@npa2009.org
Commission paritaire: en cours
Tirage: 9000 exemplaires

Société éditrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication: François Coustal
Impression: Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
mail: rotoimp@wanadoo.fr